## **Questions** orales

Le ministre peut-il confirmer que, malgré les possibilités de pénurie d'énergie cet hiver, le gouvernement n'a entamé les négociations avec le Mexique et le Venezuela que seulement à la fin d'août et en septembre respectivement? Peut-il également confirmer que cette incurie est à l'origine des possibilités en fait très faibles pour nous d'obtenir un approvisionnement supplémentaire de ces pays?

Des voix: Bravo!

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il est inexact de prétendre que nous n'avons pas agi directement et que nos initiatives n'ont pas donné des résultats concrets des négociations avec les deux pays dont a parlé le député. Dans le cas du Mexique, à la suite du protocole d'entente conclu en mai dernier, nous poursuivons les négociations. Une délégation se rendra encore une fois au Mexique, en décembre, pour reprendre les négociations et déterminer les quantités de pétrole disponibles qu'on pourra nous livrer en vertu du protocole d'entente. Il demeure cependant qu'on n'avait pas envisagé l'entrée en vigueur de la première entente avant la fin de 1979 ou avant 1980, et cela même en vertu de l'entente conclue par le gouvernement précédent.

En ce qui concerne le Venezuela, le chef de l'opposition a laissé entendre qu'on avait conclu une certaine entente. C'est inexact. En fait, nous avons entamé nous-mêmes les négociations et les poursuivront jusqu'à la conclusion d'un accord avec ce pays.

M. Evans: Monsieur l'Orateur, comme on n'a pas contesté les dates que j'ai mentionnées dans ma question, j'en déduis qu'elles sont exactes.

J'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à propos d'une autre affaire. Hier, son ministère a donné à tous les députés un excellent exposé de la situation énergétique, et j'en félicite le ministre. Cependant, on a distribué un rapport sur la répartition des impôts et des revenus selon lequel les augmentations de prix qu'il faudra imposer à l'avenir entraîneront un accroissement très considérable des revenus des sociétés pétrolières multinationales, accroissement, qui non seulement suffira à financer la recherche et le développement en matière d'énergie mais permettra de faire beaucoup plus. Ce matin, le premier ministre a dit dans sa conférence de presse qu'il prévoyait une importante...

Des voix: La question!

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député voulait bien poser sa question.

M. Evans: Ma question est la suivante. Compte tenu de ces deux faits, le ministre est-il prêt à promettre à la Chambre qu'on ne laissera pas le niveau des revenus des sociétés pétrolières multinationales dépasser celui qu'ils atteignent déjà en vertu des arrangements présentement en vigueur?

M. Hnatyshyn: Monsieur l'Orateur, je tiens à assurer au député que nous nous soucions très vivement d'établir un régime d'imposition équilibré et que nous voulons faire en sorte qu'il soit juste et équitable de façon à permettre l'apport de nouveaux approvisionnements tout en demeurant juste et équitable à l'égard de la population canadienne ainsi que de l'industrie.

Je puis lui assurer que le ministre des Finances et moi-même tenons bien compte de ces facteurs, et que nous adopterons une politique d'autonomie en matière d'énergie, que l'opposition officielle collabore ou non.

## L'INDUSTRIE

LES MESURES GOUVERNEMENTALES POUR ÉVITER LES LICENCIEMENTS—LA RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS DE WELDWOOD

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au premier ministre. On peut lire dans les journaux de ce matin que les industries canadiennes du bois et de l'automobile prévoient faire de très importantes mises à pied.

Vu les mises à pied importantes qui viennent encore d'avoir lieu dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, mises à pied directement imputables à notre politique de taux d'intérêt élevés, quand le premier ministre a-t-il l'intention de rencontrer les syndicats et la direction de la Weldwood comme il l'avait promis cette semaine et quelles mesures entend-il adopter pour mettre fin à la chute des ventes de matériaux de construction et de bois de charpente au Canada, et plus particulièrement en Colombie-Britannique?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa question. J'ai reçu quelques messages des représentants de différents syndicats, plus particulièrement ceux de l'industrie du bois de la Colombie-Britannique. J'ai l'intention de rencontrer les représentants de cette industrie et syndicats en cause, soit personnellement quand j'irai en Colombie-Britannique, sinon je demanderai aux ministres de mon gouvernement de le faire.

Les problèmes ne découlent pas uniquement des taux d'intérêt canadiens, ils sont beaucoup plus complexes que cela, comme le reconnaîtra le député, en toute honnêteté. Nous pensons toutefois qu'il serait bon que les représentants du gouvernement aient l'occasion de rencontrer directement les représentants de l'industrie et des syndicats en cause pour tâcher de voir ce que nous pourrions faire à propos de cette situation qui a des conséquences très graves pour le Canada.

• (1140)

M. Rose: Monsieur l'Orateur, je pense que le premier ministre reconnaît que si les taux d'intérêt élevés nuisent aux ventes de bois de construction, c'est que les États-Unis et le Canada appliquent cette politique erronée et démente de l'argent cher.

J'ai une autre question qui a trait aux mises à pied. La General Motors a fait savoir qu'elle allait encore licencier 11,000 travailleurs dans ses usines de l'Ontario et du Québec, ce qui va provoquer des difficultés économiques graves. Quand le premier ministre a-t-il l'intention de convoquer la direction de la General Motors of Canada afin d'obtenir d'elle l'assurance qu'elle n'acceptera plus, afin d'éviter ces mises à pied, que notre pays soit lésé sur le plan de la production, des investissements, de la recherche et du développement par rapport à nos voisins américains?